



CCAS du 14 septembre 2017 : Déclaration préliminaire FO

Monsieur le Directeur des ressources humaines,

Mesdames, Messieurs et cher(e)s camarades,

Ce CCAS se tient après des échéances électorales importantes (nouveau Président de la République, nouvelle Assemblée parlementaire). Le nouveau gouvernement a décidé d'agir vite sans concertation réelle au cours de l'été (ordonnances sur le détricotage du code du travail, baisse des aides au logement, réduction du nombre d'emplois aidés, augmentation de la CSG, etc...). Parallèlement, ce gouvernement a aussi engagé de nouvelles mesures d'austérité à l'égard des agents de l'État, qui ne feront qu'accroître leur détresse en matière de situation professionnelle et familiale (annonce du retour du jour de carence, 120 000 suppressions d'emplois, gel du point d'indice, CSG non compensée, etc...). Alors que FO revendique une amélioration de la situation des agents (salaire, conditions de travail, action sociale, etc...) et un arrêt de cette politique libérale, profitant aux entreprises et aux plus riches. C'est pourquoi la Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services FO a appelé tous les agents à participer à la journée de mobilisation, de grèves et de manifestations du 12 septembre .

La fin prématurée du CCAS plénier du 13 juin dernier, en raison du manque de transparence de l'administration, est regrettable. FO avait pourtant insisté pour obtenir des réponses relatives au budget. Il a fallu notre départ pour qu'en fin de journée, nous obtenions au « forceps » communication de la répartition du « surgel » des crédits d'action sociale et de médecine de prévention ministériels pour un montant total de 813 320 euros !

Pour FO dans un tel contexte faire bouger les choses, résister, mais aussi revendiquer, est d'autant une garantie qu'une nécessité.

FO dénonce ce « surgel » ou « holdup social » et exige des moyens à la hauteur des besoins exprimés soit 16 M€ de budget annuel ministériel au minimum. Cette

sanctuarisation n'a jamais été autant nécessaire compte tenu des réductions budgétaires annoncées ce jour (4,5 milliards d'euros par le gouvernement !). Nos ministères ont connu ces dernières années des restructurations incessantes qui ont eu pour conséquences de fragiliser et désorienter bon nombre de nos agents. Alors oui nous le demandons encore et toujours :

" Madame et Messieurs les Ministres, ne touchez pas au budget d'action sociale ! "

Une délégation du CCAS a été reçue par les cabinets de nos ministres le 11 juillet dernier. Le directeur adjoint de cabinet de Nicolas Hulot a confirmé l'importance de l'action sociale dans tous les ministères et notamment dans les nôtres, et a rappelé que le budget par agent qui y est consacré n'a pas baissé. Le pouvoir politique assume ce choix qui pour lui préserve la dotation par agent d'autant que le budget de l'action sociale a été le moins obéré par le surgel.

Faut-il comprendre que les effectifs des ministères seront ajustés demain en fonction des crédits disponibles pour l'action sociale ?

De plus, le budget d'action sociale ministériel 2017 subit une double peine car il doit supporter environ 600 000 € de crédits 2016 non consommés par l'administration centrale. FO dénonce cette sous-consommation.

M. LESUEUR, directeur de cabinet adjoint est d'accord avec les organisations syndicales pour consommer la totalité des crédits qui sont ouverts annuellement car « il faut accompagner les nombreuses modifications en cours dans nos services ». Ces propos sont cohérents pour l'administration, mais pas pour Force Ouvrière qui considère que l'action sociale n'a pas pour vocation d'être un pansement aux réformes de l'administration mais au contraire de répondre aux besoins des agents dans le cadre de l'articulation vie professionnelle et familiale. Il convient donc, dans ce contexte, de veiller à y répondre et cela ne peut passer par une réduction du budget.

M. LESUEUR a également demandé à son administration de se mettre en ordre de bataille pour consommer l'intégralité des crédits. D'autant plus que l'histoire a montré, notamment en 2013, qu'il était tout à fait possible de consommer dans l'année la quasi-totalité des crédits délégués (99,92 % de consommation). Nous comptons sur l'efficacité de l'administration pour obtenir dans le schéma de fin de gestion, des opérations de dégel, notamment en faveur de l'action sociale qui constitue une politique prioritaire.

Dans ce cadre, FO dénonce :

-toutes baisses de dépenses liées à la restauration collective, en observant que ces dernières années elles sont en constantes augmentations et qu'elles représentent environ la moitié du Budget.

- l'absence de versement de crédits d'investissement alloués au CGCV par les ministères pour l'entretien des centres de vacances de l'État. Nous vous rappelons que le CGCV permet chaque année à 4 800 enfants de 5 à 18 ans d'accéder aux vacances collectives éducatives en toute sécurité.

2017 marquerait-elle une pause dans la mise aux normes des 4 centres de vacances de l'État ou est-ce un désengagement total pour les prochaines années avec pour objectif non avoué la vente de ce patrimoine social immobilier devenu non conforme ?

FO exige que les ministères poursuivent leur politique d'investissement en leur qualité d'État propriétaire au titre des vacances familiales et collectives, d'une part, et ne transfèrent pas sur les seuls fonds propres des associations CGCV et FNASCE l'entretien de ce patrimoine social immobilier (unités d'accueil et centres de vacances), d'autre part.

- tout manquement dans la gestion de l'action sociale de proximité de nos 135 présidents de CLAS notamment sur le respect des textes en vigueur. Ce non-respect entraîne une augmentation des démissions des président(e)s de Clas. FO demande à l'administration de lui préciser les motifs de ces démissions et de lui indiquer pourquoi certains présidents ne sont pas remplacés depuis plus d'un an. Cela est préjudiciable aux agents et inacceptable.

Force est de constater qu'il existe cette année encore des blocages budgétaires au niveau des BOP et RUO pour notifier les crédits dans les délais prescrits alors que le DPAS WEB permet d'assurer une transparence totale de l'utilisation des crédits sur l'ensemble de la chaîne !!

Ces notifications tardives ne permettent pas aux présidents de CLAS de gérer l'action sociale collective de proximité dans de bonnes conditions.

Pour FO, il y a urgence à mener une action sociale de qualité dans les services afin d'y améliorer la cohésion sociale. FO demande depuis plusieurs années une sanctuarisation des crédits d'initiative locales à hauteur de 1 million d'euros soit environ 200 000 € de plus par an par rapport aux dépenses actuelles, une goutte d'eau en comparaison du budget global !!

Parallèlement, FO s'oppose à tout versement dans le BOP 333 qui aboutirait à une dilution des crédits d'action sociale au sein des crédits de fonctionnement et demande le maintien des crédits ministériels fléchés sur le BOP 217 et dédiés à nos 41 000 agents.

Et, comment accepter également la diminution de 280 000 euros des crédits affectés à la médecine de prévention alors que nous sommes en déficit de médecins de prévention et que nos agents d'exploitation notamment, sont soumis et exposés à des risques particuliers et devraient passer des visites obligatoires ?

FO réitère sa demande d'ouverture dans les meilleurs délais d'un groupe de travail intégrant nos fédérations dans le cadre de la réforme territoriale imposée, et ce, afin de préparer les nouveaux textes.

FO constate dans d'autres ministères la montée en puissance du secteur lucratif pour le référencement des mutuelles, notamment à l'Éducation nationale et à l'Agriculture. FO est attaché à un modèle mutualiste collectif, global et solidaire, respectueux des spécificités des agents et échappant aux logiques de marché. FO n'apportera pas sa caution à une telle orientation car notre organisation a toujours opté pour l'esprit mutualiste.

FO rappelle que dans les années antérieures à 2008, notre ministère contribuait à hauteur de 15M€ au fonctionnement de la MGET !!

.

Nous souhaiterions conclure notre déclaration par une touche d'optimisme. En effet, Nicolas HULOT, Ministre d'État, a annoncé au micro de France Info le mercredi 30 août 2017 que « le budget 2018 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire sera augmenté de 3% ». Il n'y a aucune raison de douter de cette communication. FO espère que ces moyens financiers supplémentaires seront alloués aux politiques de ce ministère, au fonctionnement de ses services et au bénéfice de ses personnels (carrières et statuts, conditions de travail, action sociale).

Merci à toutes et à tous de votre attention.